



Source : ai@ce, Flickr.

Le Yémen : un État en voie de déliquescence ?

Par **Benjamin Ducol**, auxiliaire de recherche au Programme Paix et sécurité internationales

La tentative d'attentat du 25 décembre dernier, perpétrée par le jeune Umar Farouk Abdulmutallab sur le vol Amsterdam-Détroit, a projeté le Yémen au centre d'un nouvel éclairage international. Pays négligé de la péninsule arabique, le régime du président Ali Abdallah Saleh occupe habituellement une position marginale face aux grandes puissances régionales — Arabie Saoudite, Iran, Égypte — et ce, en dépit de sa position stratégique entre la mer Rouge et le golfe d'Aden.

Au cours des dernières années, de multiples échos alarmistes se sont succédés pour faire du Yémen, un nouvel État en voie de déliquescence. En 2009, le Yémen occupait la 18ème place dans l'Index annuel des États défailants, contre celle

de 21ème en 2008, et 24ème en 2007 (The Failed States Index 2009). Force est de constater que la situation générale semble s'être détériorée face à la résurgence d'al-Qaeda dans la péninsule arabique (AQPA), de multiples conflictualités internes, et la permanence des crises structurelles, le Yémen est aujourd'hui qualifié par de nombreux observateurs comme un État défailant en devenir. Qu'en est-il vraiment ?

La permanence des crises structurelles.

Pays le plus pauvre de la péninsule arabique, le Yémen est aussi l'un des plus peuplés — 24 millions d'habitants — avec un taux d'accroissement naturel de 3 % permettant d'estimer un doublement de la population d'ici

2050 (Population Reference Bureau, 2009). Alors que les moins de 24 ans représentent plus de deux tiers de la population, le taux d'illettrisme (25.8 % dans les zones urbaines, 54.3 % dans les zones rurales) comme celui du chômage (35 % selon les estimations officielles) atteignent les niveaux les plus élevés du Moyen-Orient (CIA The World Factbook, 2009).

De fait, le Yémen fait aujourd'hui face à une série de crises structurelles contribuant à assombrir un peu plus l'avenir du pays. Alors que les exportations pétrolières génèrent la majorité des revenus du gouvernement yéménite — au moins 75 % — les analystes économiques estiment que les réserves exploitables du pays seront épuisées à l'aube des années 2020 (BP Statistical Review of World Energy, 2009). Pour le Yémen, la baisse croissante des ressources financières conduit non seulement à déstabiliser l'économie nationale, mais plus durablement à remettre en cause la capacité des autorités yéménites de financer une bureaucratie viable, principal outil de pacification des équilibres nationaux. Au début de l'année 2009, le Ministère des Finances a d'ores et déjà annoncé une réduction de 50 % du budget alloué au fonctionnement de l'administration publique, rendant un peu plus difficile le paiement des salaires et des pensions (Boucek, 2009).

Au-delà des problèmes économiques directement liés à l'exploitation pétrolière, le Yémen connaît une crise écologique avec la raréfaction des ressources en eau disponibles. Surnommé l'Arabie heureuse dans l'antiquité en raison de sa fertilité, le Yémen est désormais classé parmi les 10 pays du monde les plus pauvres en eau. Les raisons de cette pénurie sont multiples : augmentation de la consommation domestique, absence de gestion gouvernementale, gaspillage du secteur agricole, non renouvellement des nappes phréatiques, etc. (Deballon & Petit, 2005). Pour l'heure, la consommation en eau du pays ne permet pas aux réserves naturelles de se régénérer, et pourrait entraîner à terme une série de conflits tribaux pour l'appropriation de cette précieuse ressource.

Enfin, la corruption constitue la troisième problématique érodant la légitimité du régime Saleh. Selon l'Agence américaine pour le développement international, la corruption

s'exerce à tous les niveaux de l'État yéménite depuis l'établissement du budget national jusqu'au fonctionnement du système judiciaire, en passant par la cooptation des chefs tribaux ou des membres des forces de sécurité intérieure (USAID, 2006). Mise en place au cours de l'année 2007, l'Autorité nationale de lutte contre la corruption n'a pour l'instant pas été en mesure de transformer les logiques traditionnelles de patronage du pouvoir yéménite (Lyon, 2009).

La fragilité des équilibres politiques.

Aussi sombre que puisse paraître la situation yéménite, il est nécessaire de rappeler qu'en moins de cinquante ans, le Yémen a expérimenté la fin d'une théocratie zaydite¹ dans le nord du pays (1962), huit années de guerre civile (1962-1970), le départ des colonisateurs britanniques (1967), l'émergence d'une république marxiste au sud (1967-1990), une unification nationale (1990) et finalement une guerre sécessionniste (1994).



Président Ali Abdallah Aaleh
Source : Yemen News Agency (SABA)

¹ Au Yémen, les tendances religieuses peuvent être majoritairement réparties entre deux écoles islamiques. D'un côté, le zaydisme essentiellement présent dans le nord du pays. Ce courant correspond à une identité chiite se distinguant du dogme chiite duodécimain tel qu'il est pratiqué en Irak ou en Iran. De l'autre, une tendance sunnite de l'islam, le shaféisme est largement diffusé dans le sud et l'est du pays. Néanmoins, il est important de rappeler dans le contexte yéménite que les identités religieuses ont progressivement convergé vers une logique sociale commune, et ne constituent pas un caractère clivant de la société (Bonnefoy 2009).

En dépit d'un parcours chaotique, le Yémen demeure encore aujourd'hui l'un des rares États de la péninsule arabique procédant à des élections relativement libres, et une pratique continue du multipartisme (Dresch, 2000). On retrouve ainsi au côté du parti majoritaire le *Congrès Général du Peuple* (CGP) dont est issu le président Saleh, deux autres partis d'inspiration pour l'un islamiste *Le Rassemblement yéménite pour la réforme* (al-Islâh), et pour l'autre socialiste *Le Parti Socialiste du Yémen* (PSY). L'espace politique yéménite s'est ainsi construit sur un fragile équilibre politique hérité d'un processus d'inclusion volontaire, engagé dès 1978 avec l'arrivée au pouvoir du président Ali Abdallah Saleh.

Qu'elles soient religieuses, tribales ou politiques, les revendications factionnelles se sont trouvées pacifiées par une cooptation permanente au pouvoir central. Comme l'expliquent Laurent Bonnefoy et François Burgat : « Dans la mesure où l'État yéménite, contrairement à bien d'autres cas dans la région, ne s'est pas construit en opposition à la société, le système politique a largement fait l'économie d'une violence répressive et a permis d'intégrer de nombreux acteurs, non seulement les leaders des structures tribales, mais également la majeure partie de la génération dite islamiste » (Bonnefoy & Burgat, 2009).

Depuis quelques années, la fragilité du système politique tend à apparaître au grand jour avec une remise en cause des équilibres institutionnels par ceux qui apparaissent comme les « perdants de l'histoire » : les partisans socialistes du sud et les anciens sayyids² de l'imamat zaydite du nord (Bonnefoy, 2006). En juin 2004, un violent conflit a éclaté dans la province de Sa'ada entre le gouvernement et une faction zaydite réunie autour du leader Hussein Badr al-Din al-Houthi. Ce mouvement de contestation cristallise une série de revendications convergentes de type religieux — un revivalisme zaydite stigmatisé par la montée d'un courant salafiste concurrent — mais aussi plus largement tribales — marginalisation des élites hashemites, isolement

² Dans le système de l'imamat zaydite présent au nord Yémen entre 898 et 1962, les *sayyids* représentaient les élites au pouvoir, considérées comme des descendants directs du Prophète Muhammad.

périphérique, absence d'infrastructures publiques, etc. Après plusieurs négociations de cessez-le-feu, la reprise des hostilités au mois d'août 2009 a démontré une volonté gouvernementale d'en finir avec toute contestation de son autorité par le mouvement al-Houthi (International Crisis Group, 2009). La signature d'un cessez-le-feu entre les deux camps à la mi-février, laisse apparaître une situation politique encore extrêmement fragile (Al Jazeera, 2010).

Au sud du pays des revendications sécessionnistes ont émergé depuis 2007, faisant suite à une politisation croissante des mécontentements économiques et de la marginalisation politique. Si le mouvement est majoritairement guidé par l'alliance d'opposition entre le parti al-Islâh et le PSY, les manifestations se sont multipliées pour demander la sécession du sud Yémen (El Basel, 2009).



Source : Stringer/Reuters

En définitive, les revendications reflètent davantage une frustration vis-à-vis de la concentration du pouvoir à Sana'a qu'une véritable quête sécessionniste. Néanmoins, la colère des habitants du sud se fait de plus en plus menaçante pour le pouvoir central qui n'a pas hésité à réprimer lourdement les dernières manifestations causant la mort d'au moins 5 personnes et emprisonnant plus de 90 personnes au cours du mois de février (The National, 2010). Par ailleurs, une série d'événements internes dont la mort en 2007 de Sheik Abdallah Hussein al-Ahmar un intermédiaire politique entre le président Saleh et la branche tribale du parti d'opposition al-Islâh ont contribué à fragiliser les équilibres politiques existants au Yémen.

De l'État défaillant aux dangers de l'instrumentalisation sécuritaire.

L'empreinte d'al-Qaeda au Yémen n'est pas nouvelle³, mais la résurgence du mouvement dans le sud de la péninsule arabique agite la question du Yémen comme un État incapable d'assurer sa propre sécurité. Si à première vue la permanence des crises structurelles comme la fragilisation du consensus politique indique une détérioration de la situation du pays, il s'avère dangereux d'appliquer au Yémen le qualificatif d'État défaillant ou d'État en voie de déliquescence. Ce dernier ne reflète pas la construction politique moderne du Yémen qui tend à limiter l'impact du pouvoir central sur la société. Comme l'affirme le chercheur de l'Université St-Andrew, Khaled Fattah : « La situation sécuritaire actuelle au Yémen révèle combien la notion wéberienne d'État monopolisant la violence légitime, n'est rien de moins qu'une fantaisie » (Fattah, 2009). De manière traditionnelle, ce sont les tribus qui ont joué le rôle de contrôle de la violence au niveau local, refusant toute intervention du pouvoir central dans leurs affaires. Aujourd'hui fragilisé, le régime yéménite tente de remettre en cause cet équilibre, sous couvert d'une lutte anti-terroriste (Bonnefoy & Burgat, 2009).

Mis sous pression par la politique étrangère américaine depuis 2001, le régime Saleh a considérablement militarisé sa gestion de la politique intérieure, instrumentalisant au passage le narratif de la « Guerre à la terreur » pour ses propres besoins (Du Bouchet, 2003). Au moment même où le Pentagone annonce une enveloppe de 67 millions de dollars d'aide destinés à l'entraînement des forces de sécurité, le gouvernement ne cesse d'associer les différents mouvements de contestation présents dans le pays à l'épouvantail terroriste de la mouvance al-Qaeda (Yadav, 2009).

Au nord, le mouvement de rébellion al-Houthi est caricaturé comme une menace directement liée aux activités d'AQPA. Une accusation renforcée par les allégations du gouvernement saoudien,

³ Au delà des attentats contre le navire militaire USS Cole (2000) et le pétrolier français Limburg (2002), les activités d'al-Qaeda au Yémen remonte au début des années 1990, avec un attentat contre les troupes américaines présentes dans un hôtel de la ville d'Aden en décembre 1992.

engagé depuis le 4 novembre dernier dans une lutte transfrontalière avec les partisans d'al-Houthi (Gulf News, 2009). Dans la réalité, bien que le mouvement al-Houthi mobilise une partie de ses membres sur un discours radicalement anti-américain⁴, il est contestable que la rébellion zaydite entretienne une quelconque complicité avec les combattants jihadistes d'AQPA⁵.

Au sud, les tentatives pour décrédibiliser le mouvement sécessionniste se multiplient de la part du gouvernement qui n'hésite à présenter les acteurs de la société civile comme des soutiens potentiels aux membres d'AQPA. Alors que la presse yéménite a longtemps bénéficié d'une liberté — certes imparfaite, mais réelle — le régime d'Ali Abdallah Saleh instrumentalise de manière croissante la menace terroriste pour justifier une vague de répressions. L'arrestation le 6 janvier dernier, d'Hisham Bashraheel, fondateur du journal le plus important du sud Yémen « Al-Ayyam » symbolise une volonté du pouvoir central d'intégrer sciemment le mouvement sécessionniste dans un narratif anti-terroriste. En déclarant que quarante membres supposés d'al-Qaeda avaient trouvé refuge dans les locaux du journal, le ministre de l'Intérieur le Général Saleh Zuari participe un peu plus à cette instrumentalisation de la menace par le pouvoir central (International Press Institute, 2009).

⁴ Le slogan du mouvement d'Hussein Badr al-Din al-Houthi est largement inspiré d'une rhétorique reprise au régime iranien ou au mouvement libanais du Hezbollah : « Mort à l'Amérique, mort à Israël, malédiction sur les juifs et victoire à l'islam ».

⁵ Plusieurs membres d'AQPA ont récemment réaffirmé de virulentes critiques à l'égard du mouvement al-Houthi. Dans un article publié dans *Sada al-Malahim* le journal en ligne d'AQPA, Ibrahim al-Rubaysh figure théologique du mouvement insiste sur la confrontation nécessaire contre les chiites du Moyen-Orient, et plus particulièrement les partisans zaydites d'al-Houthi. L'article d'al-Rubaysh intitulé « *Les Rafidah: les étapes de la confrontation* » recycle les thèmes courants du mouvement salafi-jihadiste ; à savoir l'aversion des membres d'al-Qaeda pour les mouvements chiites du Moyen-Orient qu'il s'agisse du Hezbollah libanais ou de la rébellion al-Houthi du nord Yémen. Par ailleurs, Aby Yahya al-Libi, figure central d'al-Qaeda dans la région Afpak a fait paraître le 5 février dernier, un essai intitulé « *Nous ne sommes pas les Houthis... et ne sommes pas avec eux* », déniait toute association du mouvement jihadiste al-Qaeda aux partisans d'al-Houthi.

Conclusion.

Dans le contexte yéménite actuel, le qualificatif d'État en déliquescence ou État défaillant est à double tranchant pour la communauté internationale. Si les crises structurelles du pays sont réelles et profondes, le régime du président Saleh est particulièrement habile à manipuler le discours sécuritaire sur la menace al-Qaeda à ses propres fins. Désireux d'obtenir des ressources supplémentaires pour venir à bout des contestations toujours plus visibles de sa légitimité, le pouvoir central est aujourd'hui tenté d'utiliser les moyens militaires mis à sa disposition, pour venir définitivement à bout des contestations qui traversent le pays.

Références

- Al Jazeera and Agencies, « North Yemen calm after truce », *Al Jazeera*, 12 février 2010
- ARC Inc., « Yemen Corruption Assessment », *United States Agency for International Development*, 25 septembre 2006
- Bonnefoy Laurent, « Entre pressions extérieures et tensions internes, un équilibre instable au Yémen », *Le Monde diplomatique*, octobre 2006, p. 6-7.
- Bonnefoy, Laurent, « Varieties of Islamism in Yémen : The logic of integration under pressure », *Middle East Review of International Affairs*, 13, 1, 2009
- Bonnefoy Laurent et Burgat François, « Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-) violence », *Casa Arabe Papers*, 7, 2009, 35 p.
- Boucek Christopher, « Yemen: Avoiding a Downward Spiral », *Carnegie PAPERS*, Carnegie Endowment, Middle East Program, 102, september 2009
- BP, BP Statistical Review of World Energy 2009 [En ligne], Consulté le 17 janvier 2010, www.bp.com
- Central Intelligence Agency. (2010). The World Factbook: Yemen. [En ligne], Consulté le 17 janvier 2010, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ym.html>
- Deballon Marc et Petit Gérald, « Le secteur de l'eau au Yémen », *Missions économiques*, Ambassade de France au Yémen - Mission économique de Sana'a, 28 juillet 2005
- Dresch Paul, *A History of Modern Yemen*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000
- Du Bouchet Ludmila, « La politique étrangère américaine au Yémen », *Chroniques yéménites*, 11, 2003
- El Basel Rajab, « Yemen and the Quest for North-South Separation », *The Majalla*, 20 juillet 2009
- Fattah Khaled, « The nightmare of state failure in Yemen », *Yemen Times*, 8 décembre 2009
- International Crisis Group, « Yemen: Defusing the Saada Time Bomb », *Middle East Report*, 86, 27 mai 2009
- Lyon Alistair, « Corruption corrodes public life in Yemen », *Reuters*, 2 septembre 2009
- Population Reference Bureau, « Demographic Highlights for Yemen » (2008) [En ligne], Consulté le 17 janvier 2010, www.prb.org
- Reuters, « Riyadh faces long war with Al Houthi rebels », *Gulf News*, 24 décembre 2009
- The Fund for Peace and Foreign Policy, « Failed States Index 2009 », *TFP/Foreign Policy*, 2009, [En ligne], Consulté le 17 janvier 2010, http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=391&Itemid=549
- The National, Separatism grows in Southern Yemen, *The National*, 6 March 2010
- Trionfi Barbara, « Editor Arrested as Yemen Media Clampdown Intensifies », *International Press Institute*, 7 janvier 2010
- Yadav Staceu Philibrick, « No Blank Checks for Yemen », *Foreign Policy*, 11 janvier 2010